



Intercontinental network for the promotion of social solidarity economy
Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire
Red intercontinental de promoción de la economía social solidaria
www.riposs.org
info@riposs.org

Intervention du RIPESS dans la session "Shaping the New Essentials, Panel 2 : Preparing for the future through the New Essentials" lors de la Retraite CGLU 2025.

Sandra Moreno Cadena, Secrétaire exécutive RIPESS Intercontinental.

"L'économie sociale et solidaire (ESS) en tant que catalyseur de services publics innovants dans les transitions justes et l'économie des soins".

A l'approche de 2030, le monde continue de faire face à une crise systémique et les ODD et les transitions justes sont gravement menacés. Au RIPESS, le Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire, nous travaillons depuis plus de 25 ans au niveau intercontinental sur des propositions émancipatrices qui remettent les personnes au centre des politiques économiques, en s'appuyant sur le long héritage d'initiatives de personnes indigènes, migrantes, noires, paysannes, féministes et de la classe ouvrière qui travaillent sur ces questions depuis plus d'une décennie, des paysans, des féministes et des travailleurs qui ont créé des économies solidaires pour survivre et faire face à la précarité générée par un système patriarcal et un modèle économique capitaliste qui recherche avidement la rentabilité et le profit basés sur l'exploitation et, bien sûr, l'abandon de la sphère publique. Il s'agit d'une question de protection sociale et de fourniture de services publics. Permettez-moi de lier cette question aux transitions justes et aux économies de soins dans une perspective intersectionnelle et en tenant compte de la jeunesse en tant que construction d'un sujet politique.

La crise alimentaire mondiale, les inégalités croissantes et la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution nous rappellent clairement que le maintien du statu quo n'est plus viable. La mise en œuvre de politiques complémentaires sur les transitions justes vers l'agroécologie et la souveraineté alimentaire, telles qu'exprimées dans le rapport présenté par le Secrétaire général sur les progrès de l'ESS dans l'adoption de la deuxième résolution 77/281 de l'Assemblée générale des Nations unies, avec les instruments existants des Nations unies, tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), peuvent fournir un cadre de droits de l'homme à partir duquel l'ESS peut gagner en pertinence. Le RIPESS a participé aux négociations de la politique sur les inégalités du Comité de la sécurité alimentaire et a réussi à obtenir qu'un paragraphe entier soit consacré à l'ESS. C'est la première fois qu'un document politique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO mentionne l'ESS comme une solution à l'insécurité alimentaire et à l'élimination des inégalités. L'ESS favorise les économies locales, en réduisant la dépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement mondiales. Cela favorise le développement territorial durable et renforce la résilience des communautés. Au Cameroun, notre membre RESSCAM a récemment montré comment les structures de l'ESS, grâce à des partenariats public-communautaire, jouent un rôle essentiel dans la fourniture de services de base tels que la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable, l'assainissement et les marchés locaux, démontrant ainsi que les gouvernements devraient adopter une approche plus globale de l'ESS.



le recours à la production locale d'ESS comme moteur de la croissance et du développement durable. Le RESSCAM travaille en étroite collaboration avec le REMCESS, le réseau des maires camerounais de l'ESS, qui s'emploie activement à promouvoir la participation des communautés, des acteurs et des entités de l'ESS aux plans de développement locaux. Dans ce contexte, le REMCESS plaide pour une meilleure fourniture des services publics essentiels tels que les coopératives d'habitation, la protection sociale et l'accès à l'eau et à l'électricité. Le REMCESS travaille actuellement avec sept de ses municipalités membres sur un projet innovant visant à renforcer la gestion des infrastructures d'énergie solaire. Le projet consiste à déléguer la maintenance et la gestion de ces infrastructures à des coopératives locales par le biais de partenariats public-communautaire. Le REMCESS a proposé des contrats aux municipalités pour établir des relations solides avec les coopératives en fonction du type de projet dans chaque municipalité. Toutes ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de partenariats public-communautaire entre les municipalités et les coopératives, favorisant des synergies bénéfiques pour toutes les parties impliquées. Il est important de noter que ce type de coopérative n'existait pas auparavant dans ces municipalités. Il a donc été nécessaire de structurer ces organisations pour assurer leur transition du secteur informel au secteur formel. REMCESS et RESSCAM ont également mis en place, en collaboration avec les municipalités, des programmes de formation et de renforcement des capacités dans les domaines des énergies renouvelables et de la gestion des coopératives. Ces initiatives visent à rendre les coopératives de maintenance pleinement opérationnelles, réduisant ainsi non seulement les délais d'intervention des techniciens, qui viennent souvent de grandes villes, mais aussi les coûts d'intervention pour les municipalités. Ces actions contribuent à l'amélioration des services publics tout en favorisant l'autonomie des communautés locales, dans une perspective de développement durable et inclusif.

En ce qui concerne les nouveaux aspects essentiels liés aux responsabilités des gouvernements locaux et régionaux dans le domaine des soins, nous aimerions soulever deux approches à considérer aujourd'hui sur la base des contributions de l'économie sociale et solidaire : d'une part, les politiques alimentaires liées au concept et à la mise en œuvre des politiques de souveraineté alimentaire locale à travers une lentille holistique qui englobe les aspects suivants :

Protection des semences paysannes, de l'agriculture paysanne et de l'utilisation des terres agricoles (UNDROP ; VGGT (Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security) et Community Land) afin de garantir l'approvisionnement régional. Notre défi est d'intégrer davantage l'ESS à l'UNDROP pour renforcer les transitions justes. Législation des gouvernements locaux et régionaux sur l'élimination des pesticides chimiques afin de protéger la santé des personnes et la qualité de l'eau et des aliments consommés. De nombreux gouvernements locaux ont introduit une législation visant à interdire l'utilisation des pesticides chimiques, bien que les gouvernements nationaux continuent à traîner les pieds.



Intercontinental network for the promotion of social solidarity economy
Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire
Red intercontinental de promoción de la economía social solidaria
www.riposs.org
info@riposs.org

Soutenir et faciliter l'accès à des aliments agroécologiques locaux, nutritifs, sains et fraîchement préparés dans les écoles, les prisons et les hôpitaux grâce à des procédures favorables de passation de marchés publics. Cela permet également de soutenir l'agriculture paysanne. Le lien entre la santé et la nutrition est primordial. Introduire l'alimentation sociale.

Soutenir et faciliter l'accès à des aliments agroécologiques locaux, nutritifs, sains et fraîchement préparés dans les écoles, les prisons et les hôpitaux grâce à des procédures favorables de passation de marchés publics. Cela permet également de soutenir l'agriculture paysanne. Le lien entre la santé et la nutrition est primordial. Introduire des systèmes de sécurité alimentaire sociale similaires à ceux qui existent dans de nombreuses villes françaises, suisses et belges. Les citoyens reçoivent une carte sur un montant (150€ par mois) est versé et qui peut être utilisé sous conditions dans des coopératives agricoles, des programmes d'agriculture soutenue par la communauté, etc. Il s'agit d'une tendance émergente forte en matière de protection sociale et d'économie solidaire. La sécurité alimentaire sociale est une réponse prometteuse à l'insécurité alimentaire croissante dans nos sociétés, ainsi qu'à la question de la garantie d'une vie décente pour les producteurs de denrées alimentaires. Il s'agit d'un aspect nouveau et important qui peut contribuer à la mise en place de systèmes alimentaires véritablement durables et locaux. Il s'agit d'une carte semblable à une carte bancaire sur laquelle une somme spécifique est versée mensuellement par l'intermédiaire d'un fonds de sécurité alimentaire sociale géré collectivement au niveau local. Le montant alloué était de 150 euros par mois. Les conditions d'utilisation ont été fixées pour des structures agréées telles que des magasins coopératifs, des boîtes hebdomadaires d'aliments biologiques/agro-écologiques provenant d'organisations identifiées d'agriculture soutenue par la communauté ou similaires. D'une manière générale, tout le monde peut en bénéficier, conformément au principe de non-discrimination. Les fonds peuvent être collectés de différentes manières, généralement sous la forme d'une taxe prélevée sur les employeurs dépassant un certain seuil, plutôt que sur les employés. Les fonds sont ensuite redistribués aux autorités locales, dans une logique de décentralisation des pouvoirs.

Les expériences européennes ont été une tentative de répondre à plusieurs problèmes : l'augmentation rapide de l'insécurité alimentaire et la croissance des banques alimentaires qui distribuent essentiellement des aliments industriels ; les impacts sur la santé des aliments industriels ultra-transformés ; et le soutien aux petits producteurs locaux d'aliments. Le RIPESS a également participé au débat général de la Conférence internationale du travail sur le travail décent et l'économie des soins en juin 2024, auquel nous avons apporté nos principales revendications sur la manière de garantir que l'ESS joue un rôle crucial dans le développement des économies des soins, à la fois pour les utilisateurs et les fournisseurs de services de soins, en particulier les groupes vulnérables, y compris les travailleurs de l'économie informelle, les migrants et les communautés racialisées, dont beaucoup sont des femmes. Le projet YOU(th) CARE, développé par RIPESS EUROPE, renforce la citoyenneté active et l'engagement de la prochaine génération d'aidants mondiaux en soutenant les jeunes dans l'élaboration d'une stratégie commune pour un avenir meilleur. De nombreuses organisations de l'ESS donnent la priorité à l'autonomisation des femmes, en leur offrant des opportunités de leadership et de rémunération.



Intercontinental network for the promotion of social solidarity economy
Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire
Red intercontinental de promoción de la economía social solidaria
www.ripress.org
info@ripress.org

Les groupes d'entraide de femmes de l'ASSEFA dans le sud de l'Inde promeuvent les moyens de subsistance, la finance, la sécurité sociale et la participation aux organes de décision pour les femmes des secteurs non organisés. ASSEFA travaille dans le Tamil Nadu, est présente dans plus de 10 000 villages et collabore avec les autorités locales, notamment pour la passation de marchés publics pour ses produits. Elle compte plus d'un million de membres.

Compte tenu de l'approche adoptée en Espagne en matière de soins de proximité, il faudrait beaucoup de ressources pour la mettre en œuvre et, le défi le plus important est de sensibiliser la communauté afin que les soins soient considérés comme quelque chose d'important qui devrait être reconnu. Un défi à relever est la régularisation d'un grand nombre de femmes et d'hommes qui prodiguent des soins dans l'ombre, c'est-à-dire sans papiers, mais qui prodiguent déjà des soins d'une manière ou d'une autre et qui, jusqu'à présent, ont été prioritaires dans les programmes de formation. Ces personnes, qui n'ont pas de papiers, prodiguent des soins sans aucune garantie, ni pour elles-mêmes, ni pour les soins dont elles ont besoin, ni pour les personnes et les familles dont elles s'occupent. La proposition avancée par les plateformes sociales de l'organisation citoyenne pour le droit aux soins est la création d'un système national de soins de santé avec une obligation d'État pour tous les citoyens d'avoir le droit d'accéder aux soins en cas de besoin. Cela nécessite un changement dans la politique existante, dans toutes les réglementations existantes sur la fourniture de soins.

Pour REAS Euskadi, l'offre de soins est socialement organisée autour de quatre acteurs : les institutions, le marché, les réseaux communautaires et les familles. Afin de trouver un équilibre entre les forces de ces acteurs, en particulier dans une perspective intersectionnelle, huit mesures ont été élaborées pour évoluer vers un modèle de soins public-communautaire basé sur l'ESS. Ekosolfem est le groupe qui travaille sur la proposition féministe de REAS Euskadi. Il a élaboré un document de mesures et de propositions pour progresser vers un modèle de soins qui place la vie au centre d'une perspective publique-communautaire basée sur les concepts transversaux suivants : 1. Faire connaître, en lien avec les institutions de manière transversale, non seulement en termes de dépendance mais aussi en termes d'autres questions telles que l'urbanisme, le commerce, la culture, 4. Éradiquer le profit, éliminer le profit de la prestation de soins, ce qui nous invite à mettre au centre l'égalité, l'équité, le travail décent et l'emploi décent, l'agro-écologie, la répartition des richesses et l'engagement en faveur de l'environnement. Les mesures comprennent : le renforcement du caractère public des services de soins, la reformulation du rôle de l'administration publique en tant que contractant lors de l'externalisation des services ; la sensibilisation à la politisation des soins, c'est-à-dire à en faire une question d'intérêt public ; la priorisation de l'ESS, par le biais de marchés publics responsables, mais aussi le soutien et le renforcement des entités publiques et des politiques qui favorisent ce type d'entités.



Intercontinental network for the promotion of social solidarity economy
Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire
Red intercontinental de promoción de la economía social solidaria
www.riposs.org
info@riposs.org

Enfin, l'ESS contribue à aborder presque toutes les questions transversales identifiées dans le programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement (FfD), et devrait donc être reconnue dans les documents du cadre de financement mondial pour le prochain programme FfD en 2025. Nous recommandons que les actions de la section Finances nationales et internationales et entreprises privées soutiennent le développement de mécanismes de financement social et solidaire, tels que les banques éthiques, les coopératives financières, les banques de développement communautaire, les plans d'épargne communautaires, en tant qu'alternatives au financement privé conventionnel. Nous recommandons également que, dans le cadre des actions de coopération internationale au développement, les banques multilatérales de développement et les autres institutions internationales de financement du , en collaboration avec le groupe de travail des Nations unies sur l'économie sociale et solidaire, mettent en œuvre le paragraphe 3 du dispositif de la résolution A/RES/77/281 des Nations unies sur leur rôle dans le financement de l'ESS.

Malgré son potentiel, l'ESS est confrontée à de nombreux défis, tels que l'accès limité au financement, les barrières politiques et le manque de reconnaissance. Pour surmonter ces obstacles, nous avons besoin d'un soutien politique : les gouvernements doivent créer des environnements favorables qui reconnaissent et soutiennent l'ESS, tels que des politiques fiscales favorables et l'accès aux marchés publics. Renforcement des capacités : L'offre de formations et de ressources peut améliorer les compétences des acteurs de l'ESS et les aider à accroître leur impact et leur durabilité. La collaboration est essentielle. En créant des réseaux entre les acteurs de l'ESS, les gouvernements et la société civile, nous pouvons partager les ressources, les connaissances et les meilleures pratiques. Ces partenariats peuvent amplifier l'impact des initiatives d'ESS et favoriser une approche plus intégrée de la réalisation des objectifs de développement durable.

